



N° 22 – 8 janvier 2019

A la Une

Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel – Publication de nombreux textes d'application

Plus de 50 textes d'application de la loi du 5 septembre 2018 ont été publiés au 7 janvier 2019. Ces textes concernent les modalités de mise en place et de fonctionnement de France compétences, de la Caisse des dépôts et consignations, des opérateurs de compétences, des commissions paritaires interprofessionnelles régionales ; les modalités de mise en œuvre et de financement du CPF, du CPF de transition professionnelle, du CEP, de la reconversion ou promotion par alternance (ProA) et l'alternance (financement du coût au contrat, contrôle pédagogique, aides aux employeurs...) L'ensemble des textes est disponible sur le site [droit de la formation](#) de Centre Inffo. Par ailleurs, l'[échancier de mise en application de la loi](#) a été mis à jour au 31 décembre 2018 sur le site legifrance.gouv.fr.

France Compétences

Nominations

Stéphane Lardy a été nommé, à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'à la désignation du titulaire, directeur général par intérim de France compétences ([Journal officiel](#), 20 décembre).

Geneviève Mannarino, vice-présidente du Conseil départemental du Nord en charge de l'autonomie, adjointe au Maire de Valenciennes, et Jérôme Tixier, directeur général Relations Humaines de L'Oréal ont été nommés membres du conseil d'administration de France Compétences, au titre des personnalités qualifiées ([Journal officiel](#), 6 janvier).

Formation - Emploi

Direction générale de Centre Inffo

Patrice Guézou a pris ses fonctions de directeur général de Centre Inffo le 3 janvier.

Trois nouveaux vice-présidents pour le FFFOD

Le conseil d'administration de fin d'année du FFFOD a nommé trois nouveaux vice-présidents : Françoise Gérard, directrice adjointe de Centre Inffo, Thierry Koscielniak, directeur du numérique au Cnam, Victoria Pérès Labourdette, coordinatrice du consortium des e-Greta ([FFFOD](#), 4 janvier).

Fin de mission du Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP)

Le FPSPP a mis en ligne le 20 décembre son "[Rapport de fin mission du FPSPP : 9 ans d'investissements dans la formation, au service des actifs et de l'intérêt général](#)". Ce rapport retrace les activités du Fonds depuis sa création en 2009. Au cours de ces 9 années, le FPSPP a, entre autres, géré 10 Mds€, formé 4,3 millions de personnes dont près de 2 millions de demandeurs d'emploi, financé 424 000 contrats de professionnalisation via la péréquation, consacré 4,3 Mds€ à des appels à projets au bénéfice de 3,2 millions de personnes, investi 700 M€ depuis 2015 au profit de la formation au titre du CPF des demandeurs d'emploi, soit 850 000 formations et consacré 277 M€ à l'accès à l'emploi des jeunes par le financement de diverses actions.

L'UDES s'associe à la "Charte du recruteur citoyen"

L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) s'est associée à la Jeune Chambre Économique Française (JCEF) et à l'Union nationale des Missions Locales (UNML) pour le lancement de la

"[Charte du recruteur citoyen](#)". Cette charte vise à reconnaître les compétences, les savoir-être et savoir-faire acquis lors d'expériences bénévoles et de volontariat dans les politiques de recrutement, de formation continue et de gestion des talents des entreprises ([UNML Info](#), 17 décembre).

[Invitation à participer à une enquête sur les compétences des conseillers d'orientation](#)

L'université allemande Hochschule der Bundesagentur für Arbeit (HdBA), qui mène actuellement une étude pour identifier et analyser les compétences des conseillers d'orientation internationaux dans le domaine de la formation et de la mobilité professionnelle, invite les professionnels à [participer à cette enquête](#).

Opca

[Programme Hope - Formation des réfugiés](#)

Le programme Hope, initié en mai 2017 par l'Afdas, Agefos PME, Constructys, le Faf.TT, le Forco, Opcaim, Opcalia et Uniformation à destination des personnes bénéficiant de la protection internationale (réfugié et bénéficiaire de la protection subsidiaire) aura permis à 1 500 réfugiés d'entrer en formation à fin 2018. Un premier bilan démontre que 2/3 des réfugiés accompagnés accèdent à l'emploi à l'issue du dispositif. Cette collaboration associe également les ministères de l'Intérieur, du Travail et du Logement, l'Afpa, Pôle emploi, l'Ofii et le FPSPP ([Afdas](#), 20 décembre).

Région

[Cléor est étendu à deux nouvelles régions](#)

Cléor, outil pour l'orientation et l'évolution professionnelle développé au sein du réseau des Carif-Oref, initialement dans les régions Centre-Val de Loire, Bourgogne-Franche-Comté et Bretagne, est étendu aux régions Auvergne-Rhône-Alpes et Normandie ([Via Compétences](#), 31 décembre 2018).

A lire

- [Evaluation de la convention tripartite 2015-2018 entre l'État, l'Unédic et Pôle emploi](#), IGAS, novembre 2018



Rédaction Département Documentation : Emmanuelle Herpin, Stéphane Héroult, Laurence Le Bars, Catherine Quentric

ressources@centre-inffo.fr

©Centre Inffo 2019

Depuis plus de 40 ans, Centre Inffo décrypte l'actualité de la formation à l'échelle nationale, régionale et européenne. Association sous tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, il les soutient et les accompagne dans la réalisation de leurs missions.

Centre Inffo met à la disposition des professionnels une offre de formation complète, une expertise juridique et documentaire, réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et assure un rôle d'animation du débat public. Son agence de presse permet un accès en temps réel à toute l'actualité de la profession.